

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

UN LIBRARY

APR 02 1993

UNISA COLLECTION

2441^e SÉANCE : 24 MAI 1983

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2441).....	1
Adoption de l'ordre du jour.....	1
La situation en Namibie :	
Lettre, en date du 12 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Maurice auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15760);	
Lettre, en date du 13 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Na- tions Unies (S/15761).....	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2441^e SÉANCE

Tenue à New York le mardi 24 mai 1983, à 15 h 30.

Président : M. KAMANDA wa KAMANDA (Zaïre).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyana, Jordanie, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2441)

1. Adoption de l'ordre du jour.

2. La situation en Namibie :

Lettre, en date du 12 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Maurice auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15760);

Lettre, en date du 13 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15761).

La séance est ouverte à 16 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Namibie :

Lettre, en date du 12 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Maurice auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15760);

Lettre, en date du 13 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15761)

1. Le PRÉSIDENT : Conformément à la décision prise à la 2439^e séance, j'invite le représentant de Maurice à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Maudave (Maurice) prend place à la table du Conseil.

2. Le PRÉSIDENT : Toujours conformément à la décision prise à la 2439^e séance, j'invite le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et les autres

membres de la délégation à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Lusaka (Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie) et les autres membres de la délégation prennent place à la table du Conseil.

3. Le PRÉSIDENT : Conformément à la décision prise à la 2439^e séance, j'invite M. Nujoma, président de la South West Africa People's Organization (SWAPO), à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Nujoma prend place à la table du Conseil.

4. Le PRÉSIDENT : Toujours conformément aux décisions prises aux séances précédentes [2439^e et 2440^e séances], j'invite les représentants de l'Afghanistan, de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Angola, de l'Australie, du Bangladesh, du Bénin, du Botswana, du Canada, de Cuba, de l'Egypte, de l'Ethiopie, de la Gambie, de la Guinée, de la Haute-Volta, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Jamaïque, du Kenya, du Koweït, du Mali, du Maroc, du Mozambique, du Nigéria, de l'Ouganda, du Panama, de la République arabe syrienne, de la République fédérale d'Allemagne, de la République-Unie de Tanzanie, de la Roumanie, du Sénégal, des Seychelles, de la Sierra Leone, de Sri Lanka, de la Tunisie, de la Turquie, de la Yougoslavie et de la Zambie à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Zarif (Afghanistan), M. von Schirnding (Afrique du Sud), M. Hadj Azzout (Algérie), M. Jorge (Angola), M. Joseph (Australie), M. Wasiuddin (Bangladesh), M. Adjibade (Bénin), M. Legwaila (Botswana), M. Pelletier (Canada), M. Malmierca (Cuba), M. Khalil (Egypte), M. Ibrahim (Ethiopie), M. Blain (Gambie), M. Kaba (Guinée), M. Bassole (Haute-Volta), M. Rao (Inde), M. Kusumaatmadja (Indonésie), M. Shearer (Jamaïque), M. Wabuge (Kenya), M. Abulhassan (Koweït), M. Traore (Mali), M. Mrani Zentar (Maroc), M. Lobo (Mozambique), M. Fafowora (Nigéria), M. Otunnu (Ouganda), M. Ozores Typaldos (Panama), M. El-Fattal (République arabe syrienne), M. van Well (République fédérale d'Allemagne), M. Rupia (République-Unie de Tanzanie), M. Marinescu (Roumanie), M. Niasse (Sénégal), Mme Gonthier (Seychelles), M. Sallu (Sierra Leone), M. Fonseca (Sri Lanka),

M. Slim (Tunisie), M. Kirça (Turquie), M. Golob (Yougoslavie) et M. Goma (Zambie) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

5. Le PRÉSIDENT : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de la Jamahiriya arabe libyenne, du Japon, de la Somalie et du Yémen démocratique des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Burwin (Jamahiriya arabe libyenne), M. Kuroda (Japon), M. Adan (Somalie) et M. Al-Ashtal (Yémen démocratique) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

6. Le PRÉSIDENT : Le premier orateur inscrit est M. Paulo T. Jorge, ministre des affaires étrangères de l'Angola, à qui je souhaite la bienvenue. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

7. M. JORGE (Angola) : Permettez-nous, Monsieur le Président, de vous adresser nos plus vives félicitations pour avoir assumé la présidence de cet organe qui est réuni à un moment particulièrement grave de la vie du continent africain.

8. Il est pour nous significatif que le débat sur un problème existant en Afrique soit présidé par un Africain et nous nous félicitons du fait que ce soit au Zaïre que revienne la tâche de le conduire. Vos qualités et votre personnalité sont pour nous la garantie du succès de nos travaux.

9. Il y a 17 ans, l'Assemblée générale a adopté l'historique résolution 2145 (XXI) du 27 octobre 1966, par laquelle elle décidait de mettre fin au Mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie, d'assumer directement la responsabilité du Territoire jusqu'à son accession à l'indépendance et de créer un Comité spécial composé de 14 membres, chargé de recommander des dispositions d'ordre pratique pour l'administration du Territoire afin de permettre à son peuple d'exercer son droit à l'autodétermination et d'accéder à l'indépendance.

10. Il y a 16 ans, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2248 (S-V) du 19 mai 1967, portant création du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, doté des pouvoirs nécessaires pour administrer le Territoire jusqu'à son indépendance, pour promulguer des lois, décrets et règlements administratifs, pour prendre comme tâche immédiate toutes les mesures nécessaires, en consultation avec le peuple du Territoire, pour

créer une assemblée constituante afin d'élaborer une constitution sur la base de laquelle des élections auraient lieu aux fins de constituer une assemblée législative et un gouvernement responsable, ainsi que pour assurer le transfert de tous les pouvoirs au peuple du Territoire à l'occasion de la proclamation de l'indépendance.

11. Il y a deux ans, devant l'échec des conversations préliminaires de Genève, dont l'entière responsabilité a toujours incombé au régime raciste et fasciste de Pretoria et aux Etats-Unis, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le mouvement des pays non alignés ont pris la décision de demander une réunion urgente du Conseil de sécurité afin d'édicter des sanctions économiques globales et obligatoires à l'encontre du régime sud-africain, de façon à le contraindre à mettre un terme à son occupation illégale de la Namibie. Le veto alors opposé par trois membres permanents du Conseil, également membres du groupe de contact des cinq pays occidentaux, a empêché l'adoption des résolutions qui s'imposaient et a attesté à l'évidence leur connivence avec le régime de Pretoria et, par conséquent, a rendu impuissante cette instance de l'Organisation des Nations Unies et affecté sérieusement sa crédibilité.

12. Il y a deux mois, à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi, ces derniers

“se sont déclarés profondément préoccupés que l'indépendance de la Namibie continue d'être entravée par l'intransigeance et le refus persistant de l'Afrique du Sud de se conformer aux résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies sur la Namibie.”

et

“ont invité le Conseil de sécurité... à se réunir dans les plus brefs délais pour envisager de nouvelles mesures relatives à la mise en œuvre de son plan pour l'indépendance de la Namibie, assumant ainsi la responsabilité qui lui revient au premier chef de mettre en œuvre la résolution 435 (1978) [voir S/15675, annexe, sect. I, par. 48 et 49].

13. Cela explique la présence à New York de nombreux ministres des affaires étrangères désignés par la Conférence pour participer à la présente réunion du Conseil. Il est à souligner qu'une fois de plus de telles initiatives n'ont été prises ni par le groupe de contact ni même par le Conseil.

14. Afin de replacer dans leur vraie dimension les responsabilités du Conseil et aussi du groupe de contact — lesquelles, d'ailleurs, n'ont jamais été assumées dans toute leur étendue —, il conviendra de rappeler un certain nombre d'engagements relatifs à la situation en Namibie résultant de l'occupation illégale du Territoire par l'Afrique du Sud.

15. A plusieurs reprises, l'Assemblée générale et le Conseil ont condamné énergiquement le refus persistant de l'Afrique du Sud de respecter les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies, le maintien de son occupation illégale de la Namibie, sa répression brutale du peuple namibien et sa violation persistante des droits fondamentaux de celui-ci; réaffirmé le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance nationale dans le cadre d'une Namibie unie, ainsi que la légitimité de sa lutte par tous les moyens dont il disposait; réaffirmé que l'occupation illégale de la Namibie ainsi que les actes d'agression contre les Etats africains indépendants à partir de bases situées en Namibie constituaient une menace grave contre la paix et la sécurité internationales; réaffirmé encore que l'occupation illégale de la Namibie constituait un acte d'agression contre le peuple namibien et contre l'Organisation des Nations Unies en tant qu'autorité chargée d'administrer le Territoire jusqu'à l'indépendance; reconnu la SWAPO et réaffirmé qu'elle était le seul représentant authentique du peuple namibien; déploré vivement la politique des Etats qui continuaient d'avoir avec l'Afrique du Sud des relations diplomatiques, économiques, consulaires et autres, de même qu'une collaboration militaire ou stratégique, qui avaient toutes pour effet de soutenir ou d'encourager l'Afrique du Sud dans son attitude de défi à l'égard de l'Organisation des Nations Unies; prié tous les Etats Membres de coopérer pleinement avec le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, seule autorité administrante légale du Territoire jusqu'à l'indépendance; exigé le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces militaires et paramilitaires sud-africaines de la Namibie, etc.

16. Malgré la légalité et la légitimité de toutes ces résolutions de l'Organisation des Nations Unies, il est fort regrettable de constater que la quasi-totalité de tels dispositifs est restée lettre morte, dans la mesure où certaines puissances se sont attachées à entraver délibérément la mise en œuvre de ces décisions. Chacun d'entre nous sait pertinemment qui ont été ou sont encore les responsables de tant d'échecs, de souffrances et de frustrations. En aucun cas, le retard ou l'empêchement du règlement de la question de Namibie ne pourra être imputé à l'Angola.

17. Dans son remarquable rapport complémentaire sur l'application des résolutions 435 (1978) et 439 (1978), le Secrétaire général nous a donné, avec lucidité et franchise, un aperçu très clair de l'évolution des négociations relatives au processus d'indépendance de la Namibie. Il est dit dans ce rapport :

“Malheureusement, l'aspect positif de l'évolution de la situation est obscurci par des problèmes qui n'avaient été ni soulevés, ni même envisagés au moment de l'adoption de la résolution 435 (1978), non plus d'ailleurs que lors des négociations qui ont eu lieu par la suite sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Ces problèmes semblent maintenant constituer le principal obstacle à l'exécution du plan des Nations Unies.” [S/15776, par. 19.]

D'autre part, il est mis en évidence que

“le fait que la résolution 435 (1978) ne soit toujours pas appliquée, outre qu'il nuit à la Namibie, compromet les chances d'un avenir pacifique et prospère pour la région tout entière. Ce retard nuit aussi, plus généralement, aux relations internationales, en contribuant à alourdir le climat de désenchantement et de méfiance qui règne actuellement, avec tout ce que cela implique pour la paix et la sécurité dans la région.” [Ibid., par. 16.]

18. S'il est vrai que dans le cadre de la mise en œuvre du plan des Nations Unies conformément à la résolution 435 (1978) il reste à décider du système électoral, soit par représentation proportionnelle, soit par scrutin uninominal, à achever la composition et le déploiement de l'élément militaire du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) et à établir la date du cessez-le-feu entre la SWAO et le régime de Pretoria, il est également vrai que l'obstacle majeur paraît résister dans le fait qu'un seul membre du groupe de contact et du Conseil — les Etats-Unis — s'obstine à vouloir établir un couplage ou un parallèle entre le processus de décolonisation ou d'indépendance de la Namibie et le retrait des forces internationalistes cubaines d'Angola.

19. Ainsi, nous estimons qu'il est impératif que le Conseil de sécurité prenne dûment en considération les positions de principe suivantes.

20. Premièrement, le processus de décolonisation ou d'indépendance de la Namibie n'est pas une question du ressort du gouvernement angolais, mais plutôt une question du ressort de l'Organisation des Nations Unies et qui concerne tous les Etats membres dans la mesure où la Namibie est un territoire qui relève directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies, ce qui implique par conséquent que chaque Etat assume ses propres responsabilités. Il est donc injuste qu'à cause des intérêts égoïstes de certains et de la passivité ou de l'indifférence injustifiées d'autres, on laisse le peuple angolais payer presque seul un prix de solidarité extrêmement élevé se traduisant par plus d'une dizaine de milliers de vies humaines perdues, par des milliers d'handicapés et de mutilés, par des centaines de milliers de personnes déplacées et par 10 milliards de dollars de dommages matériels causés par les agressions criminelles perpétrées par le régime raciste de Pretoria depuis 1975.

21. Deuxièmement, la déclaration conjointe angolaise-cubaine du 4 février 1982 atteste, solennellement et sans aucune ambiguïté, le propos de l'exécution du retrait graduel des forces internationalistes cubaines stationnées en territoire angolais, lorsqu'il y est dit :

“Quand les gouvernements angolais et cubain l'entendront ainsi, le retrait des forces cubaines stationnées en territoire angolais s'effectuera, par décision souveraine du gouvernement de la République popu-

laire d'Angola, lorsque toute éventualité d'agression ou d'invasion armée aura cessé et, dans ce sens, le Gouvernement cubain réitère qu'il respectera sans hésitation toute décision prise par le Gouvernement souverain de la République populaire d'Angola concernant le retrait desdites forces."

22. Troisièmement, la résolution 435 (1978) demeure la seule base valable pour une solution négociée de la question de Namibie. Ainsi, prétendre établir un couplage ou parallèle entre le processus de décolonisation ou d'indépendance de la Namibie et le retrait des forces internationalistes cubaines d'Angola est totalement incompatible avec la lettre et l'esprit de la résolution 435 (1978) et constitue une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures de l'Angola.

23. Quatrièmement, la légitimité de la position angolaise et des Etats de première ligne dans son ensemble — rejeter de la façon la plus catégorique le prétendu couplage — est consacrée par une attitude similaire de toute la communauté internationale. L'Assemblée générale, dans sa résolution 37/233 B du 20 décembre 1982, et la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi, en ont témoigné clairement et fermement.

24. Cinq ans se sont écoulés depuis l'adoption de la résolution 435 (1978). Il est donc légitime que le Conseil soit de nouveau ou demeure saisi de la question de Namibie afin de dégager les voies et moyens adéquats qui permettront d'assurer la mise en œuvre des résolutions 385 (1976), 435 (1978) et 439 (1978), ce qui signifie que le Conseil réassumera désormais toutes les responsabilités qui lui incombent dans le règlement négocié de la question de Namibie.

25. A cet égard, il est indispensable que les pouvoirs du Secrétaire général et du Conseil des Nations Unies pour la Namibie soient dûment renforcés afin de leur permettre d'œuvrer pleinement à l'application des résolutions susmentionnées. Mais il faudra également que toutes les parties dites concernées ou intéressées contribuent, individuellement et collectivement, aux louables efforts qui seront poursuivis par le Secrétaire général pour que la Namibie accède rapidement à l'indépendance. L'Angola, pour sa part, s'engage à continuer dans cette voie.

26. Confronté directement aux menaces, aux agressions et aux invasions armées du régime raciste de Pretoria depuis 1975, l'Angola attend du Conseil un engagement décisif et à la hauteur des exigences du moment pour que la question de Namibie soit définitivement réglée.

27. Cependant, il faut rappeler que, dans ses résolutions 428 (1978), 447 (1979), 454 (1979) et 475 (1980) concernant les multiples invasions armées préméditées, persistantes et prolongées perpétrées par l'Afrique du Sud en flagrante violation de l'espace aérien, de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale

de l'Angola, le Conseil a notamment condamné énergiquement l'agression commise par l'Afrique du Sud contre l'Angola; exigé que l'Afrique du Sud respecte scrupuleusement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Angola; exigé aussi que l'Afrique du Sud cesse immédiatement ses invasions armées provocatrices contre l'Angola; prié les Etats Membres de prêter d'urgence toute l'assistance nécessaire à l'Angola et aux autres Etats de première ligne; demandé le paiement par l'Afrique du Sud à l'Angola d'une indemnisation totale et adéquate pour les pertes en vies humaines et les dommages matériels résultant de ces actes d'agression et décidé de se réunir à nouveau au cas où d'autres actes de violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Angola seraient commis par le régime raciste sud-africain, en vue d'envisager l'adoption de mesures plus efficaces conformément aux dispositions appropriées de la Charte des Nations Unies, y compris son Chapitre VII.

28. Cependant, de nouveaux actes de violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Angola continuent à avoir lieu et à telle enseigne qu'une partie considérable de la province du Cunene est occupée par des troupes sud-africaines depuis le mois d'août 1981.

29. Qu'attendent la communauté internationale ou les Etats membres du Conseil, en particulier, pour adopter des "mesures plus efficaces conformément aux dispositions appropriées de la Charte, y compris son Chapitre VII" ? Un génocide semblable à celui qui a été commis au Liban ? Quels nouveaux actes de violation ou d'agression armée prémédités, combien de vies humaines et quels dommages matériels, qui prennent des proportions gigantesques et dramatiques, faut-il encore pour que les instances internationales compétentes puissent finalement assumer leurs responsabilités ?

30. Les interventions des orateurs qui nous ont précédés nous donnent la conviction que, finalement, une réelle volonté politique commune d'aboutir au règlement pacifique de la question de Namibie se fait jour et que l'inquiétante impuissance de la communauté internationale fait place à une nouvelle détermination du Conseil à prendre les mesures nécessaires au rétablissement de la paix en Afrique australe, conformément au mandat qui lui a été confié par la Charte.

31. Il lui incombe de trouver les voies et les moyens de faire respecter non seulement les dispositions de la Charte mais aussi, dans ce même but, les décisions prises par tous les organes des Nations Unies qui, dans leur ensemble et par la voix unanime de leurs membres, exigent depuis 20 ans que l'Afrique du Sud se retire de Namibie et cesse d'être une menace constante contre la paix et la sécurité internationales et de défier avec arrogance les principes qui forment la base de l'Organisation et que nous voulons tous défendre et maintenir.

32. La répugnante agression perpétrée par l'Afrique du Sud, contre le Mozambique, menée par les troupes

racistes au moment même où se réunissait le Conseil en sa 2439^e séance pour résoudre la question de l'indépendance de la Namibie, semble malheureusement prouver que le régime de Pretoria n'est nullement disposé à se conformer aux vœux de la communauté internationale et à respecter la souveraineté des Etats de la région australe du continent africain et que, bien au contraire, il est décidé à poursuivre sa politique sanglante et inhumaine de terreur.

33. Nous voulons exprimer ici notre indignation la plus ferme face à ce nouveau défi lancé par l'Afrique du Sud à la communauté internationale et espérons que le Conseil joindra sa voix à celle de l'Angola afin de condamner avec fermeté l'Afrique du Sud pour cette nouvelle agression et de réaffirmer la solidarité du Conseil avec le Mozambique dans cette dure épreuve.

34. Le temps n'est plus aux résolutions sans lendemain ni aux condamnations évasives qui laissent à l'Afrique du Sud les mains libres pour poursuivre son œuvre de déstabilisation des pays de l'Afrique australe et de pillage et de domination de la Namibie, qui sape notre confiance dans l'Organisation des Nations Unies et le respect que nous avons pour elle.

35. Il est urgent que, ensemble, nous déployions tous les efforts nécessaires pour que la Namibie, indépendante et souveraine, rejoigne la communauté des nations.

36. La lutte continue; la victoire est certaine !

37. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est M. Hugh L. Shearer, ministre des affaires étrangères de la Jamaïque, à qui je souhaite la bienvenue. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

38. M. SHEARER (Jamaïque) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, permettez-moi, au nom de ma délégation, de m'associer aux autres représentants qui vous ont félicité de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de mai. J'ai toute confiance en vos éminentes qualités pour mener à bien ces importantes réunions.

39. La question de Namibie, dont l'Organisation des Nations Unies a été saisie dès 1946, reste une question brûlante à l'ordre du jour de l'Organisation. Il s'agit d'une situation coloniale qui persiste jusqu'à nos jours en Afrique du Sud, bien que quelque 17 ans se soient écoulés depuis que l'Assemblée générale, par sa résolution 2145 (XXI) du 27 octobre 1966, ait mis fin au Mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie. Ce faisant, l'Organisation des Nations Unies assumait la responsabilité de la Namibie et, depuis lors, elle s'est efforcée d'exercer son autorité par le truchement du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, créé en vertu de la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale du 19 mai 1967.

40. Au cours des 17 dernières années, l'Afrique du Sud a pu continuer à décevoir les aspirations légitimes du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance, au mépris de la volonté de la communauté internationale et en se moquant avec arrogance de toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de l'avis consultatif de 1971 de la Cour internationale de Justice selon lequel l'Afrique du Sud n'a aucun droit juridique sur la Namibie¹.

41. C'est sur la toile de fond du refus constant de l'Afrique du Sud de respecter les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la Namibie, en particulier la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, et de la répression brutale du peuple namibien que la présente série de réunions a été convoquée. De nombreux débats, conférences et consultations ont eu lieu par le passé pour essayer de libérer les Namibiens de la politique dégradante et inhumaine d'*apartheid* et de leur permettre de réaliser pleinement leurs droits inaliénables. Ils n'ont pas donné de résultats satisfaisants.

42. Le Conseil, à la présente série de réunions en particulier, doit décider de la façon dont il peut exercer des pressions efficaces sur le régime intransigeant de Pretoria pour que celui-ci applique la résolution 435 (1978).

43. C'est par la résolution 435 (1978) que le Conseil a approuvé une proposition [*voir S/12636*] visant à parvenir à un règlement politique, négocié et pacifique, susceptible de mener la Namibie à l'autodétermination et à l'indépendance. Le fait qu'entre-temps cette proposition ait été universellement acceptée témoigne de son bien-fondé et de sa viabilité. Les éléments essentiels en sont la signature d'un accord de cessez-le-feu, la création d'une zone démilitarisée, le déploiement du GANUPT, l'organisation d'élections libres et régulières sous la supervision et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies et le rejet de tout règlement interne qui imposerait au peuple namibien les fantoches choisis par l'Afrique du Sud. Cette proposition n'a pas encore été mise en œuvre.

44. Le rapport du Secrétaire général [*S/15776*] est présenté à l'attention du Conseil. Il nous donne un résumé opportun, objectif et précis des faits nouveaux relatifs aux efforts déployés par le Secrétaire général en vue d'assurer l'application des résolutions 435 (1978) et 439 (1978) et nous rappelle également les dangers auxquels feront face l'Afrique australe et la communauté internationale si les aspirations légitimes du peuple namibien ne sont pas satisfaites.

45. Par la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 27 octobre 1966, l'Organisation des Nations Unies a assumé la responsabilité du bien-être de la Namibie et de son peuple. On ne pourra pas dire que cette responsabilité a été pleinement assumée tant que le peuple namibien n'aura pas été libéré du joug colonial et n'aura pas la possibilité d'exercer librement et sans entrave ses droits inaliénables à l'autodétermination et à l'indépendance.

46. On a eu parfois l'impression que la Namibie était sur le point d'accéder à l'indépendance. Ces moments de joie et d'espoir ont toujours fait place au désenchantement en raison de l'une ou l'autre des manœuvres dilatoires de l'Afrique du Sud.

47. Le groupe de contact avait jusqu'à tout récemment fait quelques progrès vers le règlement du problème namibien. Il avait présenté des propositions qui avaient été acceptées par la SWAPO et les Etats de première ligne. L'un des membres du groupe a cependant introduit l'idée du couplage dans le débat sur l'indépendance de la Namibie. Le Gouvernement jamais s'associe aux Etats de première ligne, à la SWAPO et aux autres membres de la communauté internationale qui ont rejeté purement et simplement l'idée tendant à lier l'indépendance de la Namibie au retrait des troupes d'Angola. Comme je l'ai dit dans ma déclaration à l'Assemblée générale, à sa trente-septième session, il s'agit là de deux questions distinctes qui doivent être traitées séparément².

48. Le mouvement des pays non alignés a toujours rejeté ce couplage, et ce tout récemment encore lors de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés qui s'est tenue à New Delhi du 7 au 11 mars 1983. Comme il est dit dans le document final :

"La Conférence s'est déclarée profondément préoccupée de ce que le groupe de contact des pays occidentaux n'ait pu se détacher ou se dissocier du problème créé par le lien indûment établi entre l'indépendance de la Namibie et le retrait des forces cubaines de l'Angola sur l'insistance d'un des membres dudit groupe. La Conférence a souligné que la liaison de ces deux affaires était totalement incompatible avec la lettre et l'esprit de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et constituait un obstacle à la mise en œuvre du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie." [Voir S/15675, annexe, sect. I, par. 47.]

49. Depuis l'introduction de l'idée du couplage et de la philosophie de l'engagement constructif avec l'Afrique du Sud, la possibilité d'un règlement de la question de Namibie est devenue plus lointaine. La communauté internationale est de plus en plus inquiète de voir que le groupe de contact n'a pas réussi à amener l'Afrique du Sud à respecter la résolution 435 (1978) et pense donc que ce groupe n'a plus d'utilité.

50. Mon gouvernement n'est pas du tout convaincu que le groupe de contact a vraiment réalisé les progrès importants qu'il prétend avoir faits depuis les derniers débats du Conseil sur la Namibie en 1981 [2267^e à 2277^e séances]. Nous sommes également persuadés que l'incapacité constante de certains des membres du groupe de contact de respecter scrupuleusement l'interdiction imposée par l'Organisation des Nations Unies sur les ventes d'équipement militaire à l'Afrique du Sud n'a fait que renforcer le régime raciste de Pre-

toria dans sa politique opiniâtre de mépris et d'intransigeance.

51. Le besoin d'un règlement urgent de la question de Namibie est encore renforcé par les événements troublants qui se sont produits dernièrement en Namibie. En janvier dernier, l'Afrique du Sud, une fois de plus au mépris de l'Organisation des Nations Unies, et alors même qu'elle discutait avec le groupe de contact, a exercé un contrôle direct sur la Namibie après la démission du Président du Conseil des ministres. Nous craignons vivement que cette mesure ne serve qu'à renforcer la présence de l'Afrique du Sud en Namibie et à entraîner l'annexion de la Namibie par l'Afrique du Sud.

52. Entre-temps, les ressources de la Namibie sont exploitées de manière impitoyable par l'Afrique du Sud, et ce non pas au bénéfice du peuple namibien, mais au bénéfice de l'Afrique du Sud et de certains pays occidentaux. La mine Rössing, d'où l'Afrique du Sud tire quelque 500 millions de dollars par an, produit à elle seule 10 p. 100 de l'ensemble de l'uranium utilisé par les pays occidentaux industrialisés. L'Afrique du Sud est en mesure de contrôler la plus grande partie des ressources mondiales en uranium et de la production destinée à l'exportation. Presque toute la production de diamants, de zinc, d'étain, de plomb, de vanadium et de tungstène de la Namibie est envoyée en Afrique du Sud pour être traitée, utilisée et vendue. L'Afrique du Sud en tire des millions de dollars de bénéfices. Dans cette exploitation par les sociétés minières en Namibie, les travailleurs africains ne reçoivent qu'environ 5 ou 6 p. 100 des salaires versés aux Blancs. Le rapport entre le revenu par habitant d'un travailleur africain namibien et celui d'un travailleur blanc en Namibie est de 1 à 24.

53. Parallèlement à cette exploitation impitoyable, le régime raciste de Pretoria continue de perpétrer les actes d'agression les plus monstrueux contre les Etats voisins de première ligne. L'occupation continue du territoire angolais, l'attaque brutale et arrogante de la capitale du Lesotho en décembre dernier et le bombardement des villes du Mozambique par les forces aériennes sud-africaines au cours de ces derniers jours ne sont que quelques exemples d'une campagne de terreur massive et délibérée lancée par l'Afrique du Sud contre ses voisins. La mort, la destruction et le désespoir qui en ont résulté et l'escalade des tensions politiques que cela engendre ne peuvent plus être ignorés par la communauté internationale.

54. Vu cette situation, il appartient maintenant au conseil de trouver d'autres moyens d'amener l'Afrique du Sud à la raison, particulièrement du fait que la Namibie reste sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies tant que le Territoire n'aura pas accédé à l'autodétermination et à l'indépendance.

55. La question inévitable à laquelle le Conseil doit trouver une réponse crédible est la suivante : que faut-il

faire de plus maintenant, et comment peut-on obliger l'Afrique du Sud à collaborer pleinement à l'application du plan des Nations Unies pour le règlement de la question de Namibie ?

56. Je dois souligner ici le rôle et la responsabilité essentiels des membres permanents du Conseil qui doivent exercer les pressions indispensables pour contraindre l'Afrique du Sud à faire face à ses obligations sur le plan international.

57. Nous ne devons pas oublier que le Conseil, outre les responsabilités qu'il a vis-à-vis de la Namibie, a également le devoir de maintenir la paix et la sécurité en Afrique australe où les Etats de première ligne sont victimes d'actes d'agression délibérés de la part de l'Afrique du Sud.

58. Je voudrais donc proposer que l'on prenne les mesures suivantes après le débat actuel. Premièrement, le Conseil doit réaffirmer sa responsabilité en ce qui concerne l'application de la résolution 435 (1978); deuxièmement, il doit fixer un calendrier pour la mise en œuvre des diverses phases contenues dans la résolution 435 (1978); troisièmement, il doit prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que l'Afrique du Sud n'imposera pas d'arrangements institutionnels en Namibie, ce qui constituerait un obstacle au mandat du Conseil et, quatrièmement, en s'acquittant de sa tâche, il doit souligner, le rôle du Secrétaire général tel qu'il est prévu dans la résolution 435 (1978).

59. La question dont le Conseil est saisi aujourd'hui remet en cause la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies. La Namibie est le seul cas où l'Organisation ait assumé la responsabilité d'un territoire en vue de permettre à la population d'accéder à l'indépendance. Pourtant, l'Organisation s'est laissée bafouer par un régime qui, en se fondant sur les principes malveillants de l'*apartheid*, a usurpé le Territoire et son peuple.

60. Le Conseil doit être conscient que s'il n'agit pas maintenant, il y aura davantage d'actions sanglantes et destructrices dans l'ensemble de l'Afrique australe. Le Conseil peut-il s'y résigner ? Rares sont les occasions où les questions ont été aussi claires et les droits moraux aussi inattaquables. Rien ne peut actuellement excuser l'inaction.

61. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

62. M. BURWIN (Jamahiriya arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : Ma délégation a déjà eu l'occasion de féliciter M. Umba di Lutete lorsqu'il a accédé à la présidence du Conseil ce mois-ci. Aujourd'hui, je tiens également à vous saluer personnellement, Monsieur le Président. Je suis heureux de voir qu'un digne fils de l'Afrique préside le Conseil aujourd'hui, en

particulier au moment où ce dernier est saisi de l'un des plus grands problèmes auxquels l'Afrique est confrontée.

63. Une fois de plus, le Conseil reprend l'examen de la question de Namibie, question qui a déjà été examinée par le Conseil dans un grand nombre de réunions et qui a fait l'objet de débats à l'Assemblée générale à toutes ses sessions ordinaires depuis 1946, à deux sessions extraordinaires, ainsi qu'à une session extraordinaire d'urgence. Des centaines de résolutions ont été adoptées par le Conseil de sécurité et par l'Assemblée générale. La question est donc bien connue sous tous ses aspects. C'est pourquoi je ne m'y attarderai pas aujourd'hui et je me bornerai à faire quelques observations sur la situation qui règne actuellement en Namibie et sur les raisons qui ont empêché jusqu'ici ce pays d'accéder à l'indépendance.

64. Plus de 16 ans se sont écoulés depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2145 (XXI) du 27 octobre 1966 qui mettait fin au Mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie. Le Conseil de sécurité a confirmé cette décision dans sa résolution 264 (1969), dans laquelle il reconnaissait le terme mis au Mandat et demandait au régime de Pretoria de retirer immédiatement son administration du Territoire. Cependant, le régime raciste a ignoré les résolutions de l'Assemblée et du Conseil et s'est obstiné à faire fi de la volonté de la communauté internationale.

65. Il y a plus de quatre ans, le Conseil a adopté la résolution 435 (1978), qui approuvait le plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie. A l'époque, la majorité des pays du monde estimait que cela présageait favorablement de l'accession rapide de la Namibie à l'indépendance, puisque le plan avait été élaboré par le groupe de contact, comprenant les cinq grandes puissances qui avaient des relations étroites et solides avec le régime raciste d'Afrique du Sud, et elle pensait que le groupe pourrait donc faire pression sur l'Afrique du Sud pour que cette dernière respecte la volonté de la communauté internationale. Mon pays n'était pas de ceux qui partageaient cet optimisme, car il s'était rendu compte que ces Etats, ou certains d'entre eux, étaient alliés au régime raciste, qu'ils considéraient comme étant le défenseur de leurs intérêts économiques et stratégiques en Afrique australe. Au cours des quatre dernières années, il est donc apparu très clairement que ceux qui faisaient preuve d'optimisme s'étaient bien trompés, et la perspicacité de la Jamahiriya arabe libyenne s'est avérée être exacte. Nous constatons que le peuple namibien souffre encore sous le joug du colonialisme et la politique d'*apartheid* et qu'il se voit privé du droit à l'autodétermination.

66. La majorité des pays du monde a compris, depuis des années, les objectifs poursuivis par le régime raciste en Afrique australe, les faux-fuyants et les tactiques dilatoires auxquels il a recours en vue de prolonger son occupation de la Namibie et d'imposer un régime fantoche au peuple namibien. Mais certains Etats occiden-

taux, et surtout les Etats-Unis, ne veulent pas reconnaître ces faits. Ils ont fait la sourde oreille à la voix de la raison et se sont opposés à l'adoption par le Conseil, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, de toute mesure visant à obliger le régime raciste à appliquer les résolutions de l'Organisation et à se retirer de Namibie. On se souviendra qu'à l'issue de la dernière série de réunions consacrées à la question de Namibie en avril 1981 [ibid.], trois Etats Membres appartenant au groupe de contact ont opposé leur veto aux projets de résolution dont le Conseil était saisi.

67. Il semblerait que certaines puissances occidentales — les Etats-Unis en particulier — ne prennent pas vraiment au sérieux l'engagement qu'elles ont pris d'aider l'Organisation des Nations Unies à résoudre la question de Namibie. Jusqu'à présent, elles n'ont exercé aucune pression sur l'Afrique du Sud, ce qui nous porte à croire qu'elles tiennent davantage à leurs propres intérêts et aux fabuleux bénéfices que tirent leurs sociétés de leurs activités en Namibie et en Afrique du Sud. Il est regrettable que ces pays continuent d'encourager leurs sociétés à investir en Namibie et en Afrique du Sud malgré les nombreuses résolutions adoptées par l'Organisation dans lesquelles on prie instamment les Etats de ne pas traiter avec le régime d'*apartheid*.

68. Dans le rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie³, on note la présence de 236 sociétés occidentales et israéliennes ayant des filiales en Namibie. Cent quatre-vingt-dix d'entre elles sont installées dans les Etats du groupe de contact. Ces sociétés soutiennent directement le régime raciste en Afrique du Sud, ce qui lui a permis de renforcer sa domination sur la Namibie et de perpétuer sa politique de ségrégation raciale en Afrique australe. Les activités de ces sociétés constituent une violation flagrante du décret n° 1 pour la protection des ressources naturelles de la Namibie, promulgué par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie⁴ et contribuent à épuiser sérieusement les ressources de la Namibie.

69. Le régime raciste reçoit un appui financier des institutions financières et des banques occidentales. Les prêts accordés au régime d'*apartheid* de 1979 à la mi-1982 s'élèvent à 2,7 milliards de dollars. Cette somme couvre les dépenses militaires de l'Afrique du Sud en Namibie.

70. Dans le domaine militaire, et malgré la longue période qui s'est écoulée depuis l'adoption de la résolution 418 (1977) du Conseil relative à l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, l'embargo n'est pas strictement appliqué et le régime raciste a reçu d'énormes quantités d'armes grâce à sa collusion avec l'entité sioniste et certaines puissances occidentales. Grâce à l'aide de certains de ces Etats dans le domaine de la technologie militaire, le régime raciste a développé son industrie militaire et subvient pratiquement à ses besoins pour la plus grande partie de son équipement militaire. C'est ainsi qu'il a pu accroître sa puis-

sance militaire, maintenir son occupation de la Namibie, intensifier ses actes d'agression barbares contre les états voisins, violer leur souveraineté et déstabiliser leur régime. L'exemple le plus récent en a été l'acte d'agression perpétré contre le Mozambique le 23 mai, acte que condamne la Jamahiriya.

71. Des rapports bien informés indiquent que l'Afrique du Sud maintient plus de 100 000 soldats en Namibie. Le rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie estime que

"de 2 000 à 3 000 mercenaires, originaires essentiellement des Etats-Unis, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la France, de l'Australie, du Chili et d'Israël combattent aux côtés des forces sud-africaines dans la campagne visant à anéantir la lutte de libération menée par les Namibiens".

72. Le régime raciste d'Afrique du Sud a renforcé son occupation de la Namibie grâce au soutien inconditionnel qu'il reçoit de certains pays occidentaux qui le considèrent comme le défenseur de leurs intérêts en Afrique australe, et grâce au soutien qu'il reçoit d'un autre régime raciste : l'entité sioniste en Palestine occupée. L'analogie entre ces deux régimes et leur caractère agressif sont évidents pour tous. En effet, le régime raciste d'Afrique du Sud refuse à la majorité noire l'exercice de ses droits fondamentaux et refuse au peuple namibien son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, pendant que le régime raciste sioniste prive le peuple palestinien de son droit à disposer de lui-même et à créer un Etat indépendant qui lui soit propre. Le régime raciste d'Afrique du Sud occupe la Namibie et une partie du territoire angolais; l'entité sioniste raciste, elle, occupe une partie des territoires arabes. Le régime raciste d'Afrique du Sud a lié son retrait de la Namibie à celui des troupes cubaines d'Angola — alors que la présence de ces dernières est légitime et qu'elle ne concerne que les Gouvernements cubain et angolais, l'entité raciste sioniste, quant à elle, a lié son retrait du Liban à celui des forces arabes dont la présence dans ce pays est légitime; leur présence ne concerne que le Gouvernement du Liban et les autres parties arabes intéressées. Ces deux régimes ont commis plusieurs actes d'agression contre des pays voisins sous prétexte de poursuivre des membres de mouvements de libération, qu'ils traitent à tort de "terroristes".

73. Les efforts déployés en vue de lier l'indépendance de la Namibie au retrait des troupes cubaines d'Angola ne sont qu'une manœuvre mise au point par l'Afrique du Sud en collaboration avec le Gouvernement américain pour retarder l'application du plan des Nations Unies, pour piller au maximum les ressources de la région et pour accorder au régime raciste davantage de temps afin de mettre en place des fantoches auxquels il pourra confier le gouvernement du pays. Cette manœuvre a été condamnée dans de nombreuses instances internationales et, plus récemment, à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.

74. La crise en Namibie s'aggrave chaque jour. Les actes d'oppression, de répression, de détention et les assassinats sont devenus pratique courante du régime raciste contre la population noire de Namibie. Ce régime intensifie également ses manœuvres malveillantes en Namibie dans une tentative désespérée d'évincer la SWAPO, seul représentant authentique du peuple namibien. Il poursuit encore davantage les membres de cette organisation pour essayer par tous les moyens d'implanter un régime fantoche dans le Territoire.

75. La situation en Afrique australe constitue une grave menace à la paix et à la sécurité internationales en raison de la détérioration de la situation en Namibie. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour assurer l'indépendance de la Namibie, conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Mon pays estime que l'indépendance de la Namibie ne peut être réalisée que par les moyens suivants. Premièrement, l'appui complet et illimité de tous les Etats aux efforts louables du Secrétaire général visant à assurer l'application du plan des Nations Unies; deuxièmement, la réaffirmation du fait que les deux parties au conflit sont la SWAPO, seul représentant authentique du peuple namibien en lutte pour l'indépendance du Territoire, et le régime raciste de Pretoria, qui occupe le Territoire illégalement; troisièmement, l'appui à la lutte armée de la SWAPO en vue d'accroître la pression exercée sur le régime raciste et de l'obliger à se conformer à la volonté de la communauté internationale et à se retirer de la Namibie; quatrièmement, la formulation d'un calendrier précis pour l'application stricte et immédiate de la résolution 435 (1978), sans aucune modification et de manière à garantir l'indépendance complète de la Namibie et la souveraineté du peuple namibien, sous la direction de la SWAPO, sur tout le Territoire, y compris Walvis Bay et toutes les îles au large de ses côtes; et, cinquièmement, l'imposition de sanctions obligatoires, conformément au Chapitre VII de la Charte, pour obliger le régime raciste à retirer son administration du Territoire.

76. Ma délégation espère sincèrement que les efforts du Conseil seront couronnés de succès et que le peuple namibien sera en mesure d'exercer son droit à l'autodétermination et d'accéder à l'indépendance. Ma délégation voudrait mettre en garde la communauté internationale contre les manœuvres auxquelles ont recours l'Afrique du Sud et ses alliés tout en prétendant rechercher une solution pacifique. Ces manœuvres visent uniquement à évincer le véritable mouvement de libération, la SWAPO, et à imposer une solution douteuse dont le résultat final serait un régime fantoche qui appuierait les intérêts des Etats impérialistes et serait à leur solde.

77. En conclusion, je voudrais réaffirmer l'appui illimité de la Jamahiriya arabe libyenne au peuple namibien, sous la direction de la SWAPO, dans sa juste lutte, pour l'autodétermination et l'indépendance. Nous continuerons à fournir tout l'appui matériel et moral possi-

ble à ce peuple héroïque et au peuple d'Afrique du Sud jusqu'à l'accession à l'indépendance et l'élimination complète du racisme en Afrique australe. Nous réaffirmons également notre solidarité avec les Etats de première ligne devant les nombreux actes d'agression dont ils sont victimes de la part du régime raciste et nous condamnons ces actes ainsi que l'occupation continue de la Namibie et d'une partie de l'Angola par l'Afrique du Sud.

78. Enfin, je voudrais exprimer toute notre reconnaissance au Conseil des Nations Unies pour la Namibie, sous la direction de M. Paul Lusaka, de Zambie, ainsi qu'au Secrétaire général, pour les efforts qu'ils déploient en vue d'assurer l'indépendance immédiate de la Namibie.

79. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de l'Algérie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

80. M. HADJ AZZOUT (Algérie) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous présenter toutes les félicitations de la délégation algérienne à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois en cours. Votre connaissance des affaires internationales et votre expérience sont des garanties pour ce conseil d'une direction avisée dans l'examen de la grave question dont il est saisi aujourd'hui. Mes félicitations vont également à votre prédécesseur, Mme Jeane Kirkpatrick, pour avoir conduit les délibérations du Conseil le mois dernier.

81. Voilà bientôt cinq ans que le Conseil, en adoptant la résolution 439 (1978), avertissait le régime de Pretoria que s'il ne coopérait pas à l'application des résolutions 385 (1976), 431 (1978) et 435 (1978), le Conseil serait obligé

“de se réunir immédiatement pour engager des actions appropriées en vertu de la Charte des Nations Unies, y compris son Chapitre VII, afin d'assurer l'observation par l'Afrique du Sud des résolutions susmentionnées”.

82. Cet engagement solennel pris, l'Afrique et les pays non alignés avaient, dès le mois d'avril 1981, décidé, face à la persistance de l'occupation illégale de la Namibie et à l'intensification de la politique d'agression de l'Afrique du Sud, de demander la convocation de cet organe [S/14434] pour lui permettre de s'acquitter de sa mission primordiale de maintien de la paix et de la sécurité internationales et de faire respecter ses propres décisions. Cette occasion n'a pu être mise à profit du fait des votes négatifs de trois des membres permanents du Conseil, ceux-là mêmes qui se sont engagés devant la communauté internationale à contribuer à la mise en œuvre rapide du processus de décolonisation de la Namibie.

83. En empêchant l'Organisation des Nations Unies de recourir aux seules mesures capables de mettre fin

aux défis de l'Afrique du Sud, ce blocage aura contribué à retarder l'application du plan de règlement et à prolonger le martyre du peuple namibien. Aujourd'hui, deux ans après, la situation n'a pas changé. La mise en œuvre du processus de décolonisation de la Namibie reste caractérisée par l'impasse dans laquelle l'Afrique du Sud et certains de ses alliés ont voulu conduire les efforts de l'Organisation des Nations Unies. La Namibie reste illégalement occupée, son peuple brutalement opprimé, pourchassé, torturé et ses ressources naturelles pillées. Son territoire lui-même est aujourd'hui utilisé pour lancer de massives agressions contre les pays voisins.

84. Tirant tous les enseignements politiques de cette situation d'impasse et des dangers qu'elle fait peser, non seulement sur la stabilité et la sécurité de toute la région australe du continent africain mais aussi sur la paix dans le monde, les pays non alignés ont décidé de renouveler leur appel au Conseil pour éviter l'irréparable. Réunis pour leur septième conférence à New Delhi du 7 au 11 mars 1983, les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tout en réitérant leur ferme soutien à la lutte que mène le peuple namibien sous la direction de son seul représentant authentique, la SWAPO, ont décidé d'inviter le Conseil à se réunir pour

“envisager de nouvelles mesures relatives à la mise en œuvre de son plan pour l'indépendance de la Namibie, assumant ainsi la responsabilité qui lui revient au premier chef de mettre en œuvre la résolution 435 (1978)” [voir S/15675, annexe, sect. I, par. 49].

85. La présence ici d'un nombre important de ministres des affaires étrangères témoigne de l'attachement des pays non alignés à voir intervenir une solution politique véritable en espérant que le Conseil prendra toutes les mesures que commande l'extrême gravité de la situation.

86. Dans un même élan, la Conférence internationale de soutien au peuple namibien en lutte pour l'indépendance, tenue à Paris du 25 au 29 avril 1983, avec la participation de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, a endossé à son tour cette démarche.

87. Nous osons croire que ces appels, qui traduisent aussi bien l'inquiétude profonde que suscitent les conséquences multiples de cette impasse que le souci de préserver la paix et la sécurité internationales, seront enfin entendus par cet organe.

88. Ces appels sont d'autant plus impératifs qu'hier encore le Mozambique, pays souverain, membre de l'OUA et Membre de l'Organisation des Nations Unies, a été l'objet d'une agression de la part du régime raciste d'Afrique du Sud. Ce n'est malheureusement pas la première fois et certainement pas la dernière que ce régime, fort de l'impunité dont il jouit grâce aux appuis multiformes qu'il ne cesse de recevoir de certains pays

occidentaux, commet de tels actes, violant ainsi outrageusement la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats africains de la région.

89. La question de Namibie est trop bien connue du Conseil pour nécessiter de longs développements. Il est clair que cette question, en tant que problème de décolonisation, est de celles qui ne sauraient souffrir de contestation, car ses données essentielles ne prêtent à aucune équivoque.

90. Est-il besoin de rappeler que l'Organisation des Nations Unies a pris sur elle, dès 1966, l'engagement d'assumer la responsabilité directe du Territoire de Namibie et de mener à son terme le processus de sa libération ? Depuis, un consensus international s'est constitué, confirmant l'illégalité de l'occupation sud-africaine, l'imprescriptibilité du droit du peuple namibien à l'indépendance, la légitimité de la lutte de libération nationale, le strict respect de l'intégrité territoriale de sa patrie et l'unicité et l'authenticité de la représentativité de la SWAPO.

91. Tout portait donc à croire que ce problème, qui se résumait en fait à priver un peuple de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance et à occuper un territoire par la force, allait trouver, grâce à l'Organisation des Nations Unies, sa solution dans une indépendance authentique du Territoire. Mais, défiant ce consensus de la communauté internationale conforté par l'avis de la Cour internationale de Justice du 21 juin 1971¹, qui déclarait la présence sud-africaine en Namibie illégale, le régime de Pretoria a constamment mobilisé son appareil politico-militaire en vue de l'application à la Namibie d'une solution néo-coloniale.

92. Est-il encore besoin de rappeler la responsabilité exclusive de l'Afrique du Sud dans l'échec de toutes les initiatives tendant à faire appliquer le plan des Nations Unies conformément aux résolutions 385 (1976), 435 (1978) et 439 (1978) du Conseil ? Pourtant, ces résolutions, reflétant le consensus international et exprimant une volonté commune de hâter la décolonisation de la Namibie, ont défini les termes et les conditions nécessaires pour asseoir et affermir le processus devant y conduire.

93. Est-il également besoin de rappeler que la responsabilité de l'Afrique du Sud dans l'échec de ces initiatives, comme sa persistance dans l'occupation illégale de la Namibie, ses tentatives successives de perversion du processus de décolonisation du Territoire et ses menées agressives répétées contre les Etats souverains de la région, auraient dû commander au Conseil des actions plus fermes qui satisfassent aux obligations de sa mission première, celle de garant de la paix et de la sécurité internationales ? Ces actions étaient d'autant plus attendues que le Conseil avait, dès 1963, qualifié les agissements de l'Afrique du Sud comme troublant gravement la paix et la sécurité internationales.

94. On pourrait indéfiniment faire état d'autres décisions prises et jamais exécutées, d'échéances fixées et

jamais respectées, de promesses faites et toujours trahies et de sanctions demandées et nullement obtenues.

95. La situation d'impasse dans laquelle se trouve la question de Namibie et les tentatives de dévier son processus de décolonisation du cours normal qui lui a été tracé par l'Organisation des Nations Unies constituent une grave préoccupation pour l'Afrique dont les énergies sont tendues vers le parachèvement de la libération du continent.

96. Elles sont d'autant plus graves que l'Afrique du Sud reste confortée dans ses défis par l'appui qu'elle reçoit de certaines puissances avec lesquelles elle entretient des relations sûres et privilégiées.

97. Cependant, si cette attitude de l'Afrique du Sud était prévisible parce que s'inscrivant dans la logique du système d'*apartheid*, on attendait néanmoins de ceux qui étaient à l'origine de la proposition de règlement de la question de Namibie qu'ils exercent les pressions nécessaires sur le régime de Pretoria pour la mise en œuvre du plan. Pour avoir conduit les consultations préalables à cette mise en œuvre et pris toute la mesure de la disponibilité responsable de la SWAPO et des Etats de première ligne, le groupe de contact se devait de faire preuve de plus de détermination pour imposer le droit. Ce manque de volonté politique traduit en fait une attitude traditionnelle de certaines puissances dont le souci premier reste la préservation de leurs intérêts stratégiques et économiques.

98. Le Conseil, qui a cautionné l'initiative des cinq puissances occidentales dans l'espoir d'aboutir à un règlement pacifique de la question de Namibie, mesure aujourd'hui, cinq ans après, combien certaines de ces puissances sont peu disposées à honorer l'engagement qu'elles ont contracté. Bien plus, le couplage indûment établi entre le retrait des troupes cubaines d'Angola et l'indépendance de la Namibie renforce la tentative du régime de Pretoria d'appliquer une solution interne en Namibie.

99. Ce couplage, contraire à l'esprit et à la lettre du plan de règlement, formulé en cette phase cruciale de la décolonisation de la Namibie, apporte un surcroît d'entraves à un processus qui n'a que trop tardé à être mis en œuvre et le dévie de son cours normal. Tenter de lier la décision souveraine d'un Etat et le problème authentique de décolonisation sur lequel s'est faite l'unanimité internationale, c'est vouloir compromettre sérieusement les efforts que la communauté des nations a organisés avec patience et persévérance en vue d'une solution juste et pacifique de la question de Namibie. C'est pourquoi, l'Afrique tout d'abord, puis l'Assemblée générale dans sa résolution 37/233 B du 20 décembre 1982 et, tout récemment, la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés et la Conférence internationale de soutien au peuple namibien en lutte pour l'indépendance ont rejeté avec force l'établissement d'un tel couplage.

100. En cette phase décisive que traverse le règlement de la question de Namibie, il est impératif de réaffirmer avec force la responsabilité pleine et entière de l'Organisation des Nations Unies dans la conduite du processus d'accession de la Namibie à l'indépendance, dans le strict respect des dispositions de la résolution 435 (1978).

101. Parce qu'il est investi de la responsabilité de la conduite du processus de décolonisation de la Namibie et parce qu'il est le garant du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil se doit de répondre clairement aux obligations qui sont les siennes et de prendre les mesures qui s'imposent dans le cadre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

102. Face aux tergiversations de l'Afrique du Sud et à l'intensification de sa politique d'oppression et d'agression, il importe que le Conseil traduise dans les faits sa volonté de faire respecter ses décisions, tant il est vrai que le régime de Pretoria ne rendra justice au peuple namibien et ne se soumettra à la légalité internationale que contraint et forcé. L'expérience vécue a abondamment enseigné cette vérité dont la prise en considération n'a que trop longtemps été différée.

103. L'imposition de sanctions globales et obligatoires à l'encontre du régime sud-africain est dès lors de rigueur. Il importe également que le Conseil se prononce sans équivoque sur l'application intégrale de sa résolution 435 (1978) de façon à permettre au Secrétaire général de jouer pleinement son rôle de premier responsable de la mise en œuvre du plan de règlement tel qu'arrêté par l'Organisation.

104. A ce propos, la délégation algérienne tient à souligner qu'elle s'associe aux conclusions du Secrétaire général telles qu'elles apparaissent dans son rapport [S/15776].

105. Il importe enfin que certains membres du groupe de contact renoncent à vouloir situer la question de Namibie dans un cadre Est-Ouest et à la soumettre à une vision géostratégique de puissance. Par l'abandon d'une telle démarche, qui ne vise qu'à dévier le processus de décolonisation de la Namibie de son cours naturel, le groupe de contact inscrirait son action dans le sens de l'histoire, c'est-à-dire de la décolonisation.

106. Parfaitement identifiée par la communauté internationale comme question de décolonisation, la Namibie devrait parvenir à l'indépendance par la mise en œuvre loyale et sincère du plan de règlement tel que rigoureusement circonscrit par l'Organisation.

107. Nous voudrions croire que ces réunions du Conseil sauront se hisser à la hauteur de sa mission et répondre ainsi aux vœux de la communauté internationale qui restent le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

108. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de la Gambie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

109. M. BLAIN (Gambie) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation est reconnaissante de la possibilité qui lui est donnée de participer aux travaux du Conseil. Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous féliciter de votre accession à la présidence pour le mois de mai. Ma délégation est très satisfaite de voir les débats de cet organe confiés à un diplomate de votre stature, qui représente une république africaine sœur ayant une réputation bien établie de défenseur actif des buts et objectifs des Nations Unies, et avec laquelle mon gouvernement entretient des relations très cordiales.

110. Après un siècle de domination coloniale et d'occupation étrangère ininterrompues, le peuple namibien se voit toujours refuser son droit inaliénable à l'autodétermination. A ce stade critique de l'histoire de la Namibie, mêmes les plus optimistes ne peuvent discerner que quelques signes, s'ils en discernent, qui augurent de la fin prochaine de cette longue tragédie.

111. Et pourtant, ce n'est pas faute d'efforts de la part de la communauté internationale si cette situation persiste. Les résolutions successives adoptées par l'Assemblée générale depuis 1966 et par le Conseil de sécurité depuis 1969 témoignent des efforts patients qui ont été faits pour mettre fin, grâce à des négociations pacifiques, à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Malheureusement, ces initiatives diplomatiques n'ont pas permis, jusqu'ici, de parvenir à un règlement. Pendant ce temps, la situation en Namibie et autour de la Namibie n'a cessé de se détériorer et a pris des proportions critiques entraînant de graves conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

112. C'est pour répondre à cette crise que la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi en mars dernier, a demandé la convocation de cette série de réunions afin de donner un nouvel élan aux négociations bloquées sur la mise en œuvre du plan pour l'indépendance de la Namibie.

113. Suite à la révocation du Mandat de Pretoria par l'Assemblée générale en 1966 et à la création, l'année suivante, du Conseil des Nations Unies pour la Namibie en tant que seule autorité administrative légale du Territoire, l'illégalité de l'occupation continue par l'Afrique du Sud a été décrétée sans hésitation par la Cour internationale de Justice en 1971 et réitérée par le Conseil dans sa résolution 301 (1971). Au cours des années suivantes, toute une série d'initiatives diplomatiques a été prise sous les auspices du Conseil afin de permettre au peuple namibien d'exercer librement son droit à l'autodétermination. Ces efforts, toutefois, ont été chaque fois contrecarrés par la duplicité du régime intransigeant de Pretoria qui s'efforçait, quant à lui, de consolider son occupation illégale du Territoire. Ces

actions ont été condamnées sans équivoque par le Conseil dans sa résolution 385 (1976).

114. En 1978, l'approbation du plan des Nations Unies pour la Namibie conformément à la résolution 435 (1978) a suscité les espoirs renouvelés de la communauté internationale. Toutefois, il faut se souvenir que, du point de vue africain, le plan était loin d'être parfait puisqu'il ne pouvait respecter un certain nombre de conditions essentielles, notamment le principe selon lequel Walvis Bay et les îles au large de ses côtes faisaient partie intégrante du territoire namibien. Et pourtant, poussée par son désir véritable de parvenir à un règlement pacifique, la SWAPO a accepté le plan ayant fait l'objet d'un compromis historique.

115. Ma délégation voudrait à ce stade rendre hommage à la sagesse politique dont a fait preuve la SWAPO, seul représentant authentique du peuple namibien.

116. Pour la majorité écrasante de la communauté internationale, l'origine éminente du plan des Nations Unies et son acceptation officielle par la Puissance occupante, l'Afrique du Sud, présageaient une transition pacifique et rapide vers l'indépendance de la Namibie. Mais ces espoirs légitimes ont été immédiatement déçus par la trahison du régime raciste qui a continué d'organiser de fausses élections en vue d'un prétendu règlement interne. Tout vestige de crédibilité dont Pretoria aurait pu jouir encore, dans certains milieux, a définitivement disparu en janvier 1981, lorsque, à la grande déception du groupe de contact, Pretoria a délibérément saboté la réunion préalable à la mise en œuvre, convoquée à Genève, pour établir les modalités concrètes de l'application de la résolution 435 (1978).

117. En avril 1981, le Conseil s'est réuni à la demande du Groupe des Etats africains [S/14434] pour examiner les incidences du mépris persistant de l'Afrique du Sud à l'égard tant des résolutions de cet organe prestigieux que des normes du droit international. A ce moment-là, le Conseil n'a pu appliquer les mesures appropriées prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies parce qu'il estimait que la politique d'engagement constructif offrait de véritables perspectives de règlement.

118. Cette approche n'a jusqu'ici donné que des résultats douteux. Loin d'inciter l'Afrique du Sud à respecter ses obligations conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, la politique d'engagement constructif s'est traduite par un couplage totalement inacceptable entre l'indépendance de la Namibie et la question tout à fait étrangère de la présence cubaine en Angola. Désavoué par la majorité écrasante de la communauté internationale et rejeté par la Conférence internationale de soutien au peuple namibien en lutte pour l'indépendance, cet élément n'a pas sa place dans la résolution 435 (1978), qui constitue la seule base possible pour la transition vers l'indépendance de la Namibie.

119. L'Afrique du Sud, entre-temps, a de nouveau porté atteinte à la paix et à la sécurité internationales. Il n'est peut-être pas utile de rappeler que le Conseil est déjà saisi de deux cas graves d'agression perpétrée par le régime raciste : l'invasion mercenaire des Seychelles en décembre 1981 et l'attaque lancée contre Maseru en février 1983.

120. En même temps, l'Afrique du Sud continue d'occuper illégalement des régions de l'Angola, Etat souverain, tout en menant une campagne intense de déstabilisation contre le Mozambique, le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe. Il y a à peine 48 heures, comme s'il voulait souligner le mépris total de Pretoria pour les normes du droit international, le régime raciste a lancé délibérément une attaque aérienne massive sur la capitale du Mozambique.

121. La Gambie condamne sans ambiguïté ces actes répétés d'agression criminelle. Il semble opportun de rappeler à ce stade que la Charte prévoit des mesures spécifiques à appliquer dans de telles circonstances.

122. Alors que la Namibie entre dans la centième année de son assujettissement à l'occupation étrangère, il est peut-être bon de rappeler brièvement la longue épreuve subie par le peuple du Territoire. On peut dire que le sort de la Namibie a été décidé à la Conférence de Berlin de 1884. Pendant les 30 années qui ont suivi, c'est-à-dire jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale, le Territoire a fait l'objet d'une campagne systématique de génocide, au cours de laquelle un tiers de la population autochtone a été décimé. Il ressort des annales de l'histoire que c'est en Namibie, au cours de cette sombre période, qu'ont été créés et mis en activité les premiers camps d'extermination du monde.

123. En 1919, après la cessation des hostilités, l'Afrique du Sud a assumé la responsabilité du Territoire, en vertu d'un mandat qui lui avait été confié par la Société des Nations, alors récemment créée. Malgré le principe énoncé au paragraphe 1 de l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations, à savoir que le "bien-être et le développement [des] peuples [des territoires sous mandat] forment une mission sacrée", l'Afrique du Sud a immédiatement imposé au Territoire son système odieux de lois et de pratiques discriminatoires.

124. Même la création de l'Organisation des Nations Unies, à la suite de la seconde guerre mondiale, n'a pas mis fin aux souffrances de la Namibie car le régime de Pretoria, refusant de placer le Territoire sous le régime de tutelle de l'Organisation, a maintenu et même intensifié son exploitation impitoyable des ressources humaines et matérielles de la Namibie. La réglementation relative aux laissez-passer, la proclamation relative aux maîtres et domestiques et la bantoustanisation ont continué de caractériser l'existence inhumaine imposée au peuple namibien.

125. Outre les arguments juridiques puissants déjà invoqués, il y a des impératifs urgents d'ordre moral et

humanitaire qui exigent que l'on adopte des mesures efficaces visant à mettre un terme aux longues souffrances du peuple namibien. La Gambie estime que le cadre d'un règlement existe déjà dans la résolution 435 (1978) et que ce qui s'impose à ce stade est de faire preuve de la volonté politique d'appliquer pleinement les dispositions de cette résolution.

126. Le 27 juillet 1978, lors de l'adoption de la résolution 432 (1978), le représentant d'un Etat membre permanent a déclaré devant le Conseil :

"En approuvant cette proposition en faveur de l'indépendance de la Namibie, nous avons en même temps voté pour une Namibie indépendante et pris une mesure qui renforcera le prestige des Nations Unies et sa capacité de faire face efficacement aux problèmes quels qu'ils soient qui pourront surgir." [2082^e séance, par. 25.]

Depuis lors, cependant, le plan est resté lettre morte, et l'autorité et le prestige de l'Organisation ont perdu de leur crédibilité. Au cours de l'an dernier seulement, le Conseil, en tant qu'organe compétent de l'Organisation des Nations Unies, a dû examiner une succession de crises impliquant souvent de graves ruptures de la paix et de la sécurité internationales, sans être en mesure, malheureusement, d'agir de manière décisive.

127. Dans le rapport sur l'activité de l'Organisation qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa trente-septième session⁷, le Secrétaire général a attribué cet état de choses au mépris croissant affiché par certains Etats Membres pour les résolutions et décisions adoptées par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies. S'il veut inverser cette tendance gênante, le Conseil de sécurité, en tant qu'organe suprême de l'Organisation, doit être prêt à faire appliquer ses résolutions, notamment celles qui concernent la Namibie, territoire dont l'Organisation est la seule autorité administrante légale. Je saisis cette occasion pour rendre hommage aux efforts dynamiques et inlassables déployés par le Secrétaire général en vue de trouver rapidement une solution pacifique à ce problème.

128. On ne peut revenir sur le compromis historique que représente la résolution 435 (1978). Demander à la SWAPO de faire d'autres concessions reviendrait à ajouter l'avanie aux nombreux maux infligés au peuple namibien depuis si longtemps déjà.

129. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le Président par intérim du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, M. Raúl Roa Kourí. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

130. M. ROA KOURÍ (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Au nom du Comité spécial chargé d'étudier la

situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous exprimer ma reconnaissance pour m'avoir donné l'occasion de m'adresser au Conseil au sujet de la question de Namibie qui est à l'étude. Je regrette toutefois profondément que cela soit encore nécessaire.

131. Je vous exprime également ma satisfaction de vous voir présider le Conseil en cette importante occasion. Je suis convaincu qu'une fois de plus vous ferez honneur à l'attachement du peuple et du Gouvernement zaïrois au droit des peuples coloniaux à l'autodétermination et à l'indépendance.

132. En septembre 1978, lorsque le Conseil a adopté sa résolution 435 (1978), la majorité des membres de la communauté internationale avait nourri l'espoir justifié que, dans l'année qui suivrait, le peuple namibien qui avait déjà tant souffert pourrait enfin commencer à récolter les fruits de son indépendance si chèrement gagnée. Mais près de cinq ans se sont écoulés depuis cette réunion sans que nous ayons beaucoup progressé. Au lieu de procéder à des élections libres et régulières sous la supervision et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la résolution 435 (1978), l'Afrique du Sud s'est moquée des espoirs de la communauté internationale et a tiré profit de la situation pour renforcer son occupation militaire en Namibie, intensifier son oppression du peuple namibien et multiplier ses actes d'agression contre les Etats de première ligne et d'autres pays africains voisins. Il n'est donc guère surprenant que la communauté internationale ait perdu le peu de foi qu'elle pouvait avoir eu par le passé dans les bonnes intentions de l'Afrique du Sud et qu'elle juge maintenant nécessaire de procéder rapidement à une réévaluation sérieuse de l'utilité des mesures auxquelles on a eu recours jusqu'ici pour essayer de trouver une solution au problème.

133. Je ne parlerai pas ici en détail des responsabilités que nous connaissons tous, le moment ne se prêtant pas aux récriminations. Les responsables de l'échec des résultats que nous pensions imminents il y a cinq ans seront jugés par l'histoire lorsque cette tâche urgente, à savoir le retrait effectif de l'Afrique du Sud de la Namibie, aura été pleinement assumée.

134. Depuis sa création en 1962, le Comité spécial est saisi de la question de Namibie. Depuis lors, le Comité a bien compris que pour assurer l'indépendance du Territoire dès que possible, l'Organisation des Nations Unies devait prendre d'urgence des mesures positives et, en particulier, imposer des sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud. Le Comité spécial continue d'être convaincu qu'aucun progrès ne serait fait en ce qui concerne l'application de la résolution 435 (1978) si l'on n'a pas recours, parallèlement, aux mesures coercitives prévues dans la Charte des Nations Unies.

135. Le Comité spécial a déjà rejeté depuis longtemps l'argument de ceux qui, par le passé, ont empêché le Conseil d'agir en alléguant que l'Afrique du Sud répondrait plutôt à la raison qu'à la force. En fait, il est maintenant très clair que l'Afrique du Sud a interprété l'inaction du Conseil comme une autorisation pour retarder les négociations sur des bases manifestement illégitimes, en réduisant à une comédie pitoyable les efforts que l'on avait estimés sérieux et honnêtes pour parvenir à une solution équilibrée. Il est également clair que ce n'est que grâce à une forte pression économique exercée en Afrique du Sud qu'on pourra l'obliger à réexaminer sa politique actuelle de défi et de mépris à l'égard de la communauté internationale.

136. Le Comité spécial a également rejeté catégoriquement toute tentative visant à lier la question de l'application de la résolution 435 (1978) au retrait des forces étrangères d'Angola. Ces tentatives non seulement retarderaient le processus de décolonisation, mais constitueraient également une ingérence flagrante dans les affaires d'Etats souverains. La communauté internationale a largement souscrit à ce point de vue du Comité, comme l'ont prouvé non seulement la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi en mars de cette année, mais également la Conférence internationale de soutien au peuple namibien en lutte pour l'indépendance, tenue à Paris en avril.

137. Au cours des cinq années qui se sont écoulées depuis l'adoption de la résolution 435 (1978), la SWAPO, seul représentant authentique du peuple namibien, a fait preuve, contrairement à l'Afrique du Sud, d'une volonté louable de faciliter le processus de négociation et d'ouvrir la voie à la tenue d'élections libres, sur la base du suffrage universel. Plus d'une fois, la SWAPO a accepté les suggestions du groupe de contact, même lorsque cela représentait pour elle certains inconvénients. Le seul fait que l'Afrique du Sud ne se soit pas engagée de la même manière à souscrire à un accord a empêché que cette attitude de la SWAPO soit récompensée comme il se doit.

138. Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage, au nom du Comité spécial, aux Etats de première ligne qui ont accordé un appui précieux et indéfectible aux efforts du peuple namibien visant à accéder à l'indépendance. Les souffrances qu'il a subies et qu'il continue d'endurer pour cette juste cause témoignent, sans équivoque, de son engagement envers la paix, la justice et la liberté des peuples. Comme le Comité spécial l'a dit à plusieurs reprises, le Conseil de sécurité doit, au cours de ses délibérations, tenir compte du fait que le temps presse. Si la résolution 435 (1978) n'est pas mise rapidement en œuvre, l'Afrique du Sud continuera de renforcer son occupation illégale en organisant des élections internes ou en ayant recours à d'autres procédés. Afin d'empêcher toute manœuvre dilatoire et de mettre fin, une fois pour toutes, aux sacrifices et aux souffrances du peuple namibien, le

Conseil doit prendre des mesures énergiques, comprenant, en particulier, l'application de sanctions globales.

139. Comme corollaire à cette action, la communauté internationale doit continuer d'accorder toute l'aide possible au peuple namibien afin qu'il puisse, sous la direction de la SWAPO, accélérer le processus de décolonisation. De l'avis pondéré du Comité spécial, un rassemblement de toutes ces forces pourrait, même à ce stade, empêcher que la situation en Afrique australe ne dégénère en une guerre généralisée aux conséquences imprévisibles, non seulement pour l'Afrique, mais aussi pour l'ensemble de la communauté internationale.

140. Pour conclure, il serait opportun d'envisager la solution du problème au sein du Conseil et de renforcer le rôle du Secrétaire général afin de mettre en applica-

tion, dès que possible, les dispositions de la résolution 435 (1978).

La séance est levée à 18 heures.

NOTES

¹ *Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité, Avis consultatif, C.I.J. Recueil, 1971, p. 16.*

² *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Séances plénières, 22^e séance, par. 135.*

³ A/CONF.120/8.

⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément n° 24, vol. I, annexe II.*

⁵ A/CONF.120/3, par. 30.

⁶ *Voir Rapport de la Conférence internationale de soutien au peuple namibien en lutte pour l'indépendance, Paris, 25-29 avril 1983 (A/CONF.120/13), troisième partie.*

⁷ *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément n° 1.*

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
